
Alain MABANCKOU, dir., *Penser et écrire l'Afrique
aujourd'hui*

Paris, Éd. Le Seuil, 2017, 224 pages

Nicanor Tatchim



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11678>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.11678

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 430-432

ISBN : 9782814305076

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Nicanor Tatchim, « Alain MABANCKOU, dir., *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui* », *Questions de communication* [En ligne], 32 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 05 janvier 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11678> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11678>

Tous droits réservés

Il est par ailleurs regrettable que l'ouvrage n'ait pas plus exploré les passerelles qu'il pouvait y avoir entre art et science, tel que le titre le laissait pourtant présager, en intégrant par exemple les travaux sur l'art contemporain de Nicole Everart-Desmedt, qui introduit un parallélisme entre démarches artistiques et scientifiques à partir du cadre sémiotique peircien (Nicole Everaert-Desmedt, « La pensée iconique », *Recherches sémiotiques*, 33, 1-2-3, 2013, pp. 165-176).

En conclusion, ce livre est stimulant dans la mesure où les entreprises scientifiques qui décloisonnent les disciplines en créant du lien entre sciences humaines et sciences de la nature et de l'environnement ne sont pas légion. Il en est de même, quand il s'agit d'interroger la manière dont la recherche peut entrer en dialogue avec l'expérience des acteurs de terrain. Au-delà de la démarche, qui ne peut qu'être saluée, comment évaluer les résultats de ce travail de recherche collectif ? L'expertise est d'autant plus délicate que l'ouvrage ne s'adresse pas seulement à un lectorat académique, mais aussi à des amateurs éclairés et, d'une manière générale, à tous ceux qui créent des œuvres de l'esprit pouvant présenter un intérêt pour la cité. C'est finalement chaque lecteur, en fonction de son propre parcours, qui jugera si l'ouvrage réussit à unifier ou tout du moins à faire dialoguer les diverses contributions.

L'auteur de cette recension a également écrit une note sur cet ouvrage pour non-spécialistes en sciences de l'information et de la communication dans la revue *Lectures/liens socio* (<https://lectures.revues.org/23086>).

Pascal Laborderie

Cérep, université de Reims Champagne-Ardenne,

F-51100

pascal.laborderie@univ-reims.fr

Jean LOJKINE, *La Révolution informationnelle et les nouveaux mouvements sociaux*

Lormont, Éd. Le Bord de l'eau, coll. L'économie encastree, 2016, 178 pages

Dans cet ouvrage, Jean Lojkin – directeur de recherche émérite en sociologie au CNRS (Centre d'études des mouvements sociaux/EHESS Paris) – propose une approche théorique des conséquences de la « révolution informationnelle » en cours sur les mobilisations sociales contemporaines. En quatre chapitres, il cherche à montrer comment des luttes éparses, et en apparence très éloignées les unes des autres, ont quelque chose de commun dans la promotion d'une « nouvelle civilisation post-

capitaliste » qu'il appelle de ses vœux et qu'il nomme « communisme informationnel ». Ce dernier serait rendu possible par les potentialités émancipatrices de la « révolution informationnelle », ouverte par les usages sociaux des technologies de l'information et de la communication (TIC). Jean Lojkin s'intéresse plus particulièrement aux mobilisations portées par les mouvements sociaux les plus récents et aux apparences novatrices – tels que Les Indignés – qu'il identifie comme relevant de la catégorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS). En ce sens, il s'attache à étudier les conditions d'émergence des alternatives autogestionnaires et de leurs obstacles sous le double effet de la crise socio-économique du capitalisme et de ses mutations informationnelles.

L'introduction (pp. 5-16) présente brièvement le positionnement théorique de l'auteur, permettant ainsi au lecteur de situer son propos. Jean Lojkin considère que la crise de la représentation politique traversant les sociétés occidentales réside dans la « nature même » et la « profonde ambivalence » du capitalisme informationnel, au sens où cette seconde révolution socio-technique du capitalisme apparaît comme « contradictoire » avec la précédente qu'a été la révolution industrielle (pp. 2-3). Il y aurait donc deux cultures et deux civilisations « absolument opposées » cohabitant au sein du capitalisme contemporain : une première industrialiste et une seconde informationnelle. L'entrée dans la « société informationnelle » ne résulterait pas pour autant d'une évolution naturelle des sociétés capitalistes : elle n'a rien de spontanée, elle se déroule dans le conflit, elle est marquée par des ruptures politiques, économiques, sociologiques et culturelles : « C'est justement là que se place pour nous l'enjeu politique des Nouveaux mouvements sociaux. Là où l'idéologie dominante, néolibérale, présente l'émergence du travail d'information comme le symptôme de la fin du conflit de classe, la fin de la division taylorienne ou fordienne du travail, reléguées dans les limites historiques du capitalisme industriel, nous proposons au contraire de voir dans ces mutations profondément ambivalentes des formes nouvelles du conflit entre travail et capital » (p. 7).

Ainsi la « révolution informationnelle » engendre-t-elle une modification des rapports sociaux de production et de domination liée à l'usage croissant des TIC et à la marchandisation de l'information. Dans une perspective marxiste, Jean Lojkin souligne qu'elle n'implique pas pour autant la fin de la lutte des classes et la division du travail : elle déplace les oppositions traditionnelles entre cadres et ouvriers vers une

opposition entre travailleurs « productifs » (ceux qui créent de la valeur pour le capital) et « improductifs » (les autres), dont il faut repenser la « grande alliance » pour saisir les potentialités émancipatrices de la « révolution informationnelle » (p. 8).

Dans le premier chapitre (pp. 17-38), l'auteur revient brièvement sur la notion de « révolution informationnelle » pour en clarifier la définition. Il juge qu'il ne faut pas la réduire, de manière déterministe, à la seule évolution technologique de l'informatique et du numérique : « La technique n'a rien à voir ici [...], c'est d'abord un certain rapport social de co-production de sens » (pp. 18-19). Pour Jean Lojkine, la technologie n'est en effet pas un acteur autonome. Elle doit être insérée dans un complexe de facteurs idéologiques, politiques et économiques. Elle n'existe et ne prend sens que dans un système déterminé de rapports sociaux. Ce sont donc les usages sociaux de ces TIC qui sont primordiaux : « Ce sont des technologies génériques, modulables et évolutives qui peuvent être mises en œuvre dans un très grand nombre de contextes différents et donc servir des buts multiples et plus ou moins contradictoires » (p. 20). En ce sens, elles porteraient toujours en elles le choix, antagoniste, entre plusieurs politiques. Et c'est un « usage progressiste » des technologies qui permet, selon l'auteur, de « fonder une nouvelle civilisation non marchande ; une civilisation fondée sur le partage des informations et l'accès aux services collectifs de développement de l'humain » (p. 6). En lui-même, l'usage massif des TIC ne possède donc aucun caractère émancipateur.

Dans le deuxième chapitre (pp. 39-83), Jean Lojkine s'interroge sur l'ambivalence qu'il décèle entre les critiques du système capitaliste portées par les NMS et la méfiance que ces derniers expriment à l'égard des organisations syndicales et politiques qui luttent contre les politiques néolibérales. En cause selon lui, « la force et la résistance de l'idéologie néolibérale » (p. 40) qui reposerait sur une autre ambivalence, celle de la « révolution informationnelle » : « Ce qui explique la dureté et la profondeur de l'actuelle crise systémique, c'est justement la contradiction exacerbée entre le maintien des critères de gestion capitalistes, et en premier lieu le taux de profit, et les nouvelles potentialités de la révolution informationnelle » (p. 42).

Jean Lojkine cherche ensuite à interroger en quoi les NMS offrent une réponse politique à même de permettre le dépassement de cette crise du capitalisme informationnel. Pour cela, il identifie leurs limites et pointe leurs ambiguïtés structurelles. Par exemple, « la

forme décentralisée et horizontale, rhizomique de ces mouvements n'est à aucun titre un gage de démocratie directe » (p. 51), ou encore que « bon nombre des participants à ces NMS ont une expérience historique de l'action collective et de la lutte politique » (p. 71). Il souligne également leur proximité idéologique avec les aspirations et les représentations des tenants du néolibéralisme. Puis, affirmant que « l'idée d'une rupture totale entre la logique des mouvements sociaux et celle des organisations politiques ne résiste pas à l'analyse » (p. 64), l'auteur cherche à relier ces NMS à une structure politique stable offrant la permanence et le temps long nécessaire pour élaborer une réflexion stratégique.

Dans les troisième (pp. 85-111) et quatrième chapitres (pp. 113-162), Jean Lojkine défend l'idée d'un nouveau « communisme utopique » face à l'ampleur de la crise du capitalisme informationnel, réactualisant ainsi le projet de démocratie autogestionnaire des années 70. Et de préciser : « La convergence de ces deux périodes historiques ne doit pas pour autant masquer les profondes différences » (p. 85). Il observe qu'une nouvelle opportunité de changement social se dessine autour des luttes actuelles portées par les NMS sur la défense des « biens communs » et qu'elle peut devenir l'espace où se réalise la « grande alliance » qu'il appelle de ses vœux. Sauf que ces « communs », analyse-t-il, renferment simultanément une contradiction interne majeure qui bloque cette « grande alliance » : son unité est « d'abord l'unité du mouvement d'extension capitaliste aux domaines de la vie et de la connaissance » (p. 99). Face à l'extrême diversité des « communs » (p. 98) et des visions du monde parfois très différentes défendues par leurs promoteurs (pp. 122-127), Jean Lojkine prône la nécessité d'un programme d'autogestion réellement coopératif et démocratique pour dépasser ces clivages. Tout reste à imaginer et à construire collectivement : « La révolution informationnelle ne débouche pas par elle-même sur le "communisme informationnel", les NTIC ne nous font pas passer spontanément et mécaniquement dans l'antichambre du socialisme ou du communisme. Il est erroné de dire que nous vivons dans une SOCIÉTÉ de l'information, comme si les potentialités positives, progressistes de la révolution informationnelle étaient en train de se réaliser. Le capitalisme informationnel est toujours mis en œuvre par la logique du profit » (pp. 113-114).

En s'appuyant sur l'analyse des conséquences de la « révolution informationnelle » sur les luttes sociales contemporaines, cet ouvrage offre en définitive une grille de lecture permettant de saisir la pluralité des choix possibles engendrés par cette mutation socio-

technique en cours, et proposés aux mouvements sociaux. Elle s'oppose en cela au déterminisme technologique des théories de la révolution numérique et du capitalisme cognitif. Cette exigence critique présente toutefois deux limites. Premièrement, et bien que se démarquant des travaux de Manuel Castells (p. 23) et d'Alain Touraine (p. 37), Jean Lojkin défend avec ces derniers l'idée que la « révolution informationnelle » engendrerait l'émergence d'une nouvelle modernité et d'une nouvelle civilisation. L'absence de matériaux empiriques venant appuyer et étayer cette affirmation, par ailleurs fortement critiquée de longue date dans le champ des sciences de l'information et de la communication, laisse un goût d'inachevé. Deuxièmement, et bien que critiquant les discours naïfs célébrant l'apparente nouveauté des NMS (pp. 100-101), l'auteur continue de mobiliser cette expression désignant à la fois un objet et un cadre d'analyse. En plus de ne pas résister à l'examen sociologique des mobilisations contemporaines, cette théorie des NMS porte en son sein des enjeux politiques et idéologiques : elle s'apparente à une entreprise de disqualification des formes traditionnelles d'engagement. Ce qui n'est manifestement pas l'intention de Jean Lojkin dans cet ouvrage.

Mikaël Chambru

Gresec, université Grenoble Alpes, F-38000
mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr

Alain MABANKOU, dir., *Penser et écrire l'Afrique aujourd'hui*
Paris, Éd. Le Seuil, 2017, 224 pages

La pensée postcoloniale met notamment en évidence la problématique de l'écriture de l'histoire de l'autre ; elle remet en cause l'image et l'imaginaire de celui-ci dans le discours occidental. L'ouvrage dirigé par Alain Mabanckou prend place dans la tradition de cette écriture des sociétés postcoloniales. Fruit d'un colloque organisé en mai 2016 au Collège de France, les contributions s'inscrivent dans la perspective d'une production littéraire négro-africaine humaniste, née dans les années 1910 « du refus des canons imposés par les lettres européennes dans lesquelles l'Africain n'était qu'un comparse muet, rabaisé, accompagnant l'Européen dans ses aventures les plus exotiques et ne s'exprimant que par des onomatopées » (p. 7). Composé de dix-neuf chapitres regroupés en deux parties, l'ouvrage rassemble les plus grandes voix des études postcoloniales en Afrique, aux États-Unis et en France aujourd'hui. Il privilégie une démarche pluridisciplinaire avec des entrées philosophique, historiographique, économique, littéraire, etc. La

volonté de faire dialoguer les chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) et les écrivains sous l'éclairage de la pensée critique donne à l'ouvrage tout son intérêt.

La première partie, « Penser (l'Afrique) », se lit comme une série d'approches pour appréhender le continent. Achille Mbembé (pp. 17-30) se demande comment penser l'Afrique dans un contexte planétaire de fermeture des frontières, de demande de fascisme, de désir d'apartheid (p. 20). Pour cet historien et politologue, « l'Afrique a toujours été un concept, une idée, un projet... Et ce projet a toujours été planétaire » (p. 23). En tant que tel, le continent se doit de développer à partir de son sol une réelle pensée-monde, c'est-à-dire une pensée de la traversée, une pensée de la circulation. Célestin Monga invite le lecteur à penser l'Afrique à partir de deux notions-clés : la famine et la peur (pp. 32-49). Sa contribution qui se veut une lecture à la fois économique et réaliste du continent invite à prendre à bras-le-corps la problématique de la « paupérisation matérielle et ses conséquences » – une chose qui ne sera possible que si l'on arrive à une émancipation à la fois des discours structuralistes et relativistes sur l'Afrique. Il en va d'ailleurs de la stabilité des autres régions du monde. Car outre les retombées macro-économiques, « l'éradication de la famine est aussi un impératif sanitaire et de sécurité : il n'y aura ni stabilité, ni paix dans un monde où la migration, à n'importe quel prix (même au prix d'une mort certaine), apparaît comme le seul recours à des millions de personnes » (p. 38).

Pour Françoise Vergès (pp. 50-59), intégrer à cette réflexion générale « les Afriques océaniques et liquides » devient une urgence. La politologue fait un constat clair : le discours sur l'Afrique reste de manière générale terrien. Il faut repenser l'histoire maritime du continent, ses océans, ses mers – ces espaces de « l'entre-deux, qui séparent et relient, océans-cimetières d'esclaves et de migrants et océans d'itinéraires de marchands, de voyageurs, de marins » (p. 50). Ce sont ces espaces de la traversée qui, en quelque sorte, lient l'histoire de l'Afrique à celle de l'ensemble de l'humanité. Il y aurait donc comme un effet de miroir dès lors que l'on pense l'Afrique. Car penser l'Afrique, c'est penser le monde, affirme Séverine Kodjo Grandvaux (pp. 60-71). Pour la philosophe, c'est d'une certaine façon poursuivre la soi-disant « mission civilisatrice » de la colonisation que de croire que l'Afrique n'a rien à enseigner à l'occident : « Qui sait aujourd'hui en France qu'au moment où Descartes publie le *Discours de la méthode* en 1637, un Éthiopien, Zera Yacob, écrit un

traité de philosophie rationaliste, *Hatata*, qui défend l'importance de la raison dans tout jugement et qu'il publiera en 1667 ? Nos enfants, se demande-t-elle, n'ont-ils pas le droit de l'apprendre dans leurs classes et leurs cours de philosophie ? » (p. 71). C'est notamment cette ghettoïsation de la pensée africaine que Dominic Thomas met en relief dans sa contribution intitulée « L'Afrique à l'université américaine » (pp. 81-91). Contrairement à l'université américaine et anglo-saxonne de manière générale, l'université française continue de regarder les *postcolonial* et les *subaltern studies* avec condescendance à cause de « l'insularité culturelle de l'Hexagone et le narcissisme de ses élites », selon les termes d'Achille Mbembé (« L'interminable puits aux fantasmes », pp. 91-132, in : Chrétien J.-P., dir., *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*, Paris, Éd. Karthala, 2008, ici p. 95).

Comment penser l'Afrique sans faire un focal sur la France noire ? C'est dans cette démarche que s'inscrit Pascal Blanchard (pp. 92-101) lorsqu'il prône une autre lecture de l'histoire de France. Pour l'historien de l'empire colonial français, « cette France fait partie prenante de nous-mêmes et du grand récit national ». François Durpaire (pp. 102-113) se demande d'ailleurs s'il y a des « Noirs » en France. Une interrogation qui révèle tout le malaise de l'Hexagone à aborder la question de l'identité. Or « ne pas penser », « ne pas écrire » et « ne pas dire » n'est pas l'assurance de l'égalité de tous dans la République (p. 102). À partir d'une observation de cette France noire dans les médias, Rokhaya Diallo (pp. 114-119) fait remarquer une sous-représentation des minorités et l'absence d'une réelle politique de promotion de la « diversité » à la télévision française.

Penser l'Afrique – sur le continent et en dehors –, s'est généralement fait dans des langues impériales ; rarement dans celles dites « primitives ». Souleymane Bachir Diagne invite à « penser l'Afrique, la philosophie en Afrique, de langue en langue » (p. 73), c'est-à-dire penser dans les langues africaines et notamment l'anglais, le français, l'espagnol et le portugais qui sont aujourd'hui aussi des langues d'Afrique.

Si la première partie de l'ouvrage privilégie les approches des sciences humaines et sociales, la seconde, « Écrire (l'Afrique) », qui regroupe une série de contributions aussi riches et puissantes, privilégie une approche plus littéraire. Elle appréhende l'Afrique à travers les plus grands noms de « sa littérature ». Ainsi, Lydie Moudileno, dans sa contribution « Penser l'Afrique à partir de sa littérature » (pp. 137-147), rend-elle compte d'une littérature de la « riposte »

face à la « bibliothèque coloniale ». Et comme leurs aînés, les « enfants de la postcolonie » – cette génération d'écrivains nés pour la plupart après les indépendances –, doivent faire face à la « bibliothèque postcoloniale » et à un monde où l'on assiste de plus en plus à la fétichisation des frontières et des nationalités. Les « enfants de la postcolonie » prônent la déterritorialisation identitaire et assument leur transculturalité. C'est une génération transcontinentale qui joue sur une pluralité de scènes, comme le fait remarquer Abdourahman Waberi (p. 156).

Écrire l'Afrique aujourd'hui, selon Gauz (pp. 182-187), c'est le faire dans ce que l'on ne révèle pas. Le romancier ivoirien rappelle – ou plutôt révèle – que le grand-père de Roland Barthes, Louis Gustave Binger, explorateur de la boucle du Niger, avait donné la Côte d'Ivoire à la France. Cette vérité historique ignorée à Abidjan et à Bouaké comme à Bordeaux, Nantes ou Lille, illustre cette « Afrique qui s'écrit dans ce qu'on ne dit pas » (p. 186), dans ce que l'Histoire veut passer sous silence. Pour Sami Tchak (pp. 203-205), certains silences peuvent relever de l'hypocrisie de l'élite hexagonale. Ainsi « Penser et écrire l'Afrique depuis la France aujourd'hui », comme le suggère Maboula Soumahoro (pp. 180-196), revient-il à la fois à poser la question de la réalité et la diversité de la population afro-descendante dans l'espace français, et à lutter pour le contrôle de la production, la diffusion et l'enseignement des savoirs liés à l'Afrique (p. 180). De la sorte, on pourrait éviter l'enfermement idéologique « articulé autour de la croyance en un discours sur l'Afrique faisant de celle-ci un territoire incontrôlable, violent, pauvre, ayant perpétuellement besoin d'aide humanitaire, politique, économique ou éducative » (p. 181). Pour la romancière Lucy Mushita (pp. 197-202), écrire l'Afrique c'est aussi redéfinir la place de la femme africaine que l'art et la littérature coloniale ont présentée durant des décennies comme un objet sexuel.

Cette deuxième partie du livre se termine avec les contributions du dramaturge Dieudonné Niangouna et du poète et slameur Marc Alexandre Oho Bambé. Ces deux auteurs donnent à voir une Afrique où le texte et le geste (théâtre) doivent plus que jamais s'associer pour incarner l'acte de résistance « contre toute forme de dictature, contre toute sorte de léthargie, contre les ambiances d'endormissement, les censures, contre toute forme de sous-développement mental » (p. 194). Ils consacrent la création et l'écriture, et de ce point de vue, sont en phase avec Dany Laferrière (pp. 162-174) qui, partant de la littérature haïtienne, met en évidence l'écrivain, bâtisseur des « mythologies ».

L'ouvrage donne une vue d'ensemble sur les approches des études postcoloniales, ses penseurs actuels et historiques, continentaux et diasporiques. Il permet un retour sur ses textes canoniques, ses principaux auteurs, ses thématiques et ses objectifs. Il se lit aussi comme un appel à l'avènement des études postcoloniales en France et partout dans le monde. Il met en perspective l'Afrique dans ses rapports avec elle-même et avec le reste du globe. Si le ton est critique et les réalités décrites souvent tragiques, les textes sont pleins d'optimisme pour le continent, car penser l'Afrique, c'est préparer l'avènement de « l'heure de l'Afrique ». Achille Mbembé en est certain : « Le temps de l'Afrique viendra. Ce ne sera peut-être pas de notre vivant. Mais il viendra » (p. 30).

Nicanor Tatchim

Cédictex, université Paris-Est Créteil Val-de-Marne
nicanor.tatchim@gmail.com

Marielle Macé, *Styles. Critique de nos formes de vie*
Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2016, 368 pages

Styles. Critique de nos formes de vie est un essai ambitieux au style dense et complexe grâce auquel Marielle Macé expose une « stylistique de l'existence » qui mêle l'érudition à la poésie, offrant de nombreuses pistes de réflexion. L'ouvrage se compose de cinq chapitres qui s'attachent à saisir des « formes de vie » dévoilant des « manières d'être » de l'humain, entendu dans sa pluralité pasolinienne telle une « bête de styles, puisqu'il s'agit de viser des gestes, des espoirs, des configurations, des liens, des valeurs presque toujours conflictuels, et surtout de concevoir les sujets eux-mêmes (individuels mais aussi collectifs) comme les arènes de ces conflits » (p. 20).

Après *Façons de lire, manières d'être* (Paris, Gallimard, 2011) dont la démarche était plutôt sartrienne, l'auteure propose une réflexion interdisciplinaire sur la question du « comment » comme « terrain d'un débat, d'une pluralisation combative des significations du vivre » (p. 123) : Marielle Macé fait ainsi dialoguer des approches variées en mobilisant une multiplicité d'auteurs tels Georges Canguilhem, Michel Foucault, Gilbert Simondon, Giorgio Agamben, Paul Valéry ou Marcel Mauss dont l'analyse des « techniques du corps » (1934) a cherché à saisir les enjeux liés à la « force de transmission des gestes, des modes d'être ou des façons de faire » dans leur prolifération (p. 73).

Mais qu'est-ce que le « style » ? Marielle Macé procède à une analyse de divers paradigmes ancrés dans une logique d'historicité afin de renouveler notre regard

sur cette notion séculaire qui, tel le « dispositif », a perdu de sa substance complexe à la (dé)mesure de son enracinement conventionnel. Préconisant un « long adieu au dandysme » (p. 218), l'auteure prône le dépassement de cette vision baudelairienne du monde marquée par une forme de hiérarchisation sociale qui réside dans « la production de signes distinctifs : avoir un style, c'est communiquer à autrui des marques de distinction, prendre place dans un système d'écarts, classer les autres en se classant soi-même, décliner [...] des appartenances et des refus par ses goûts et ses dégoûts » (p. 153). Aussi le « style de vie » en est-il venu à qualifier « non pas le "comment", mais le "comment" en tant qu'il est un plan de fixation redoutable des inégalités » (p. 152). À travers ce système reposant sur une logique de classification a ainsi émergé une injonction à la « distinction » fondée sur le prestige de l'apparence, qui exacerbe l'individu dans le « pur paradoxe d'une autonomie réclamée collectivement de chacun » (p. 126) et qui se caractérise par une hantise du dépassement des frontières : « Obsession des seuils, phobie du contact [...], et donc aussi requête de tact » (p. 133). Le *malaise dans la civilisation* trouverait sa source dans un phénomène d'« intensification de la stimulation nerveuse » (Georg Simmel), suscitant « l'accroissement d'un certain type de sensibilité : une intolérance nouvelle à la proximité et à l'amuïssement des distances » (p. 137). Un tel système où « le style consiste avant tout [...] en un prix accordé à l'écart » (p. 41), à travers une distinction gravée dans le marbre universitaire par Pierre Bourdieu, attise l'individualisme : elle réduit la société à une « topologie, un jeu de positions où s'échangent des signes statutaires » (p. 166) qui tend à décomplexifier le rapport entre visibilité et invisibilité des « postures » (p. 190). Aboutissant à une « pensée de l'appartenance et de la séparation, de la localisation et de ses signaux » (p. 135), cette théorie distinctive confine à la réduction de la forme de vie à une seule logique d'oppression tendant vers une « inguérissable violence symbolique » (p. 120). En outre, ce paradigme croise une logique de marchandisation des styles, telles des marques de fabrique aux accents consuméristes. L'expression « *lifestyle* » (p. 47) ou le slogan publicitaire « BHV Marais : le style comme style de vie » (p. 162) témoignent de cette tournure hyper-libérale renforcée dans les années 1950, qui entre dans une logique commerciale (p. 47) : « Être, être plus, paraître parce que l'on est paré » (p. 139). Dans cette injonction à la propriété, le style serait ainsi acquis, acheté, telle une possession.

Pourtant, cette acception quantitative et matérialiste ne saurait être convoquée pour concevoir le « style » qui « repose aussi sur un commerce moins univoque,